

**Avril 2013**

N° 111254

Contacts :  
Damien Philippot  
Jean-Philippe Dubrulle  
[prenom.nom@ifop.com](mailto:prenom.nom@ifop.com)

# ***Observatoire des politiques publiques :*** ***Les Français et la formation professionnelle***

Paris  
Toronto  
Shanghai  
Buenos Aires

*ifop*

Connection creates value

*pour*

**acteurspublics**  
[www.acteurspublics.com](http://www.acteurspublics.com)

Etude réalisée par l'Ifop pour :

## ***Acteurs Publics***

Echantillon :

Echantillon de **993 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil :

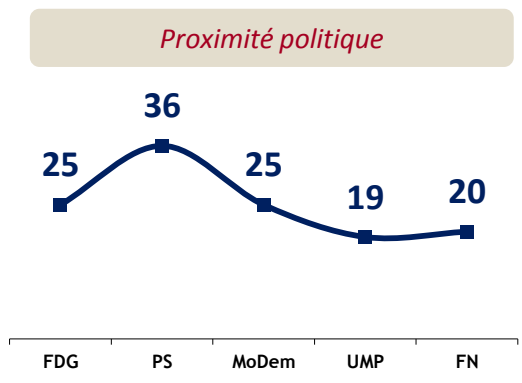
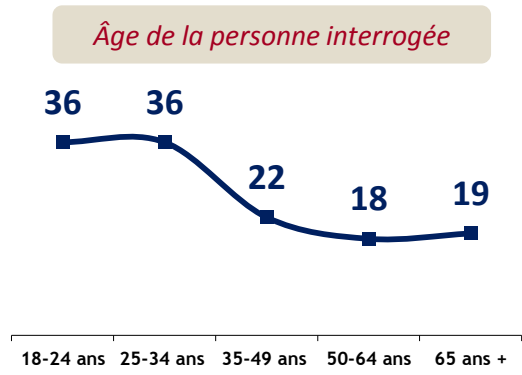
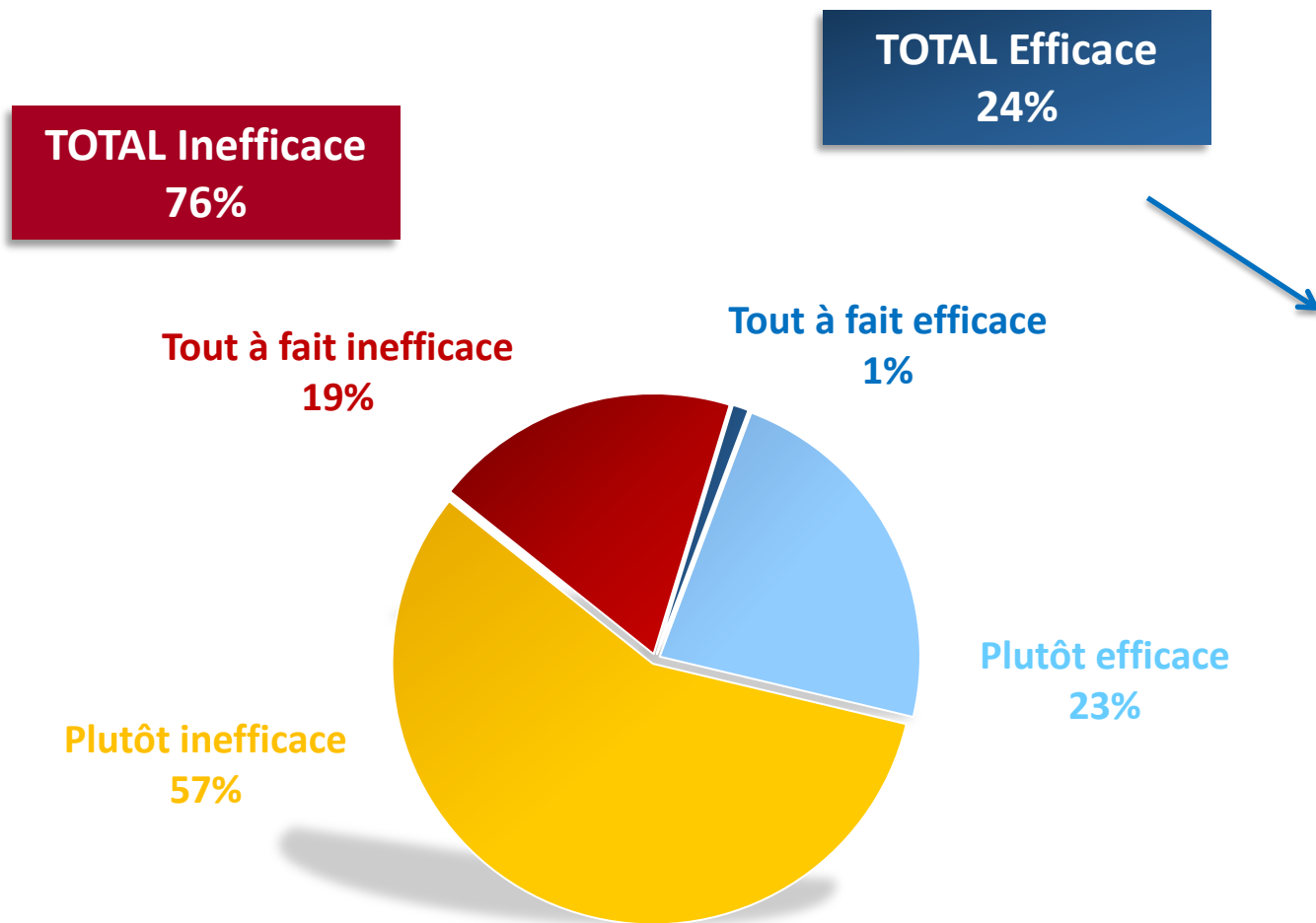
Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (*CAWI - Computer Assisted Web Interviewing*).

Dates de terrain :

Du 12 au 15 avril 2013

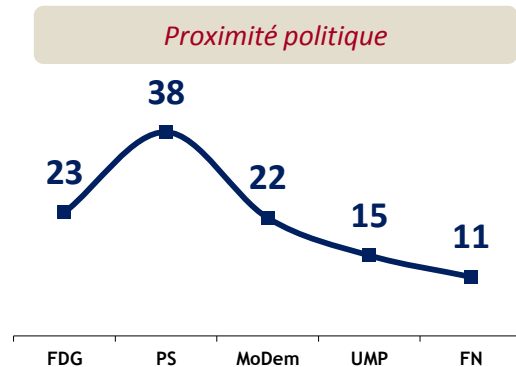
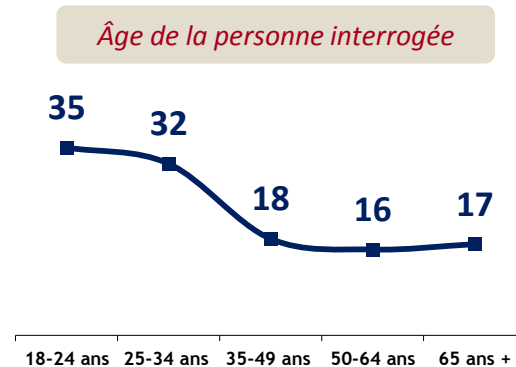
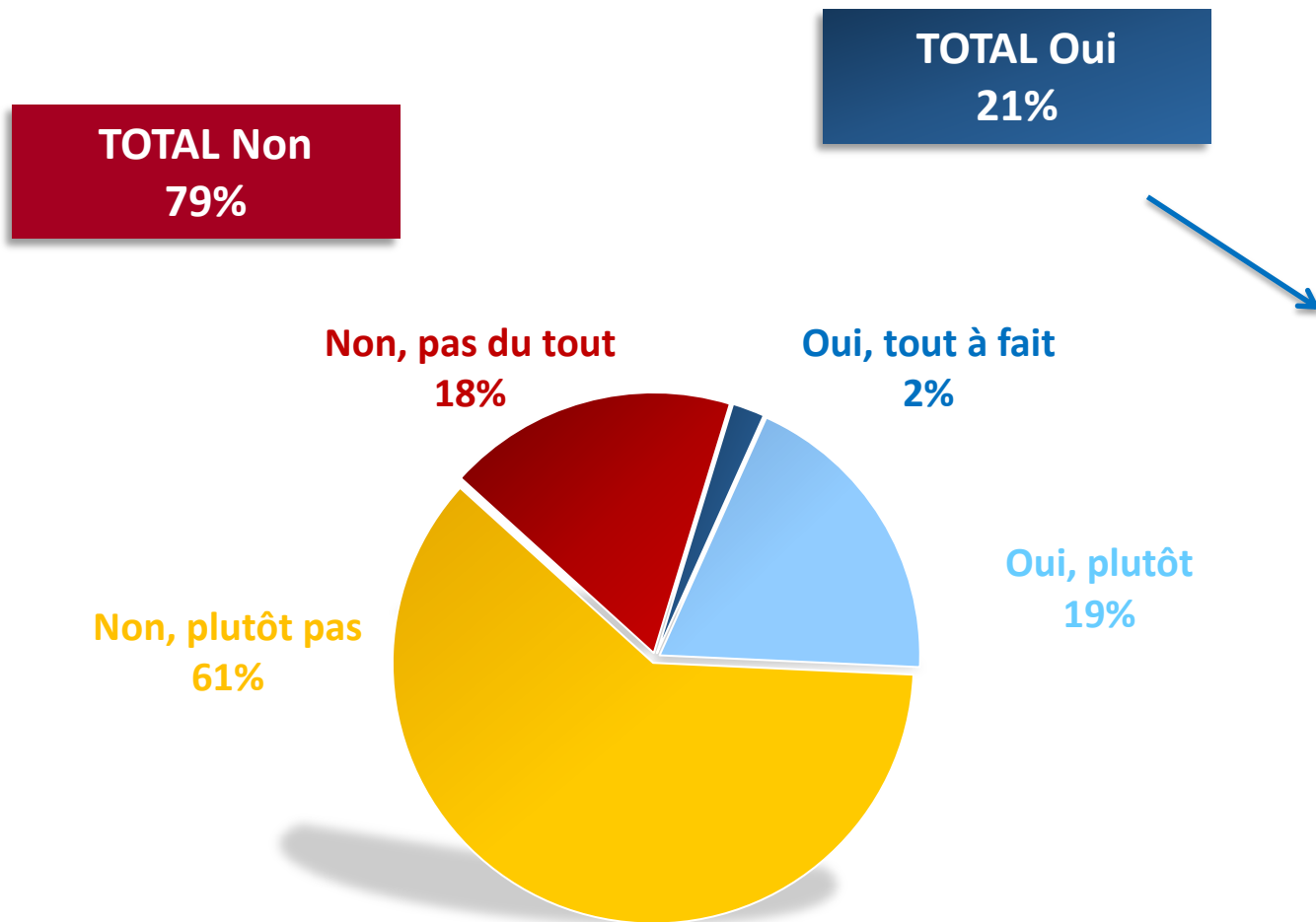
# Le jugement sur l'utilisation de l'argent public associé à la formation professionnelle

**Question :** Selon vous, l'argent public consacré chaque année par la France à la formation professionnelle est-il utilisé de manière efficace ou inefficace ?



# Le jugement sur la pertinence des dispositifs de formation professionnelle

**Question :** Selon vous, les dispositifs de formation professionnelle répondent-ils actuellement aux besoins du marché du travail en France ?



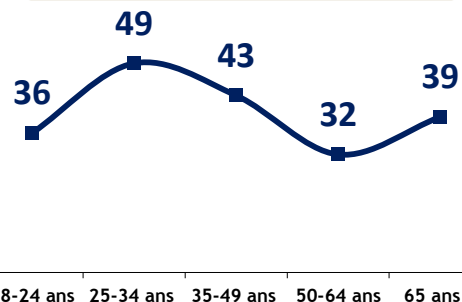
# La cible prioritaire de la formation professionnelle

**Question :** Selon vous, la formation professionnelle devrait être prioritairement ciblée vers ... ?

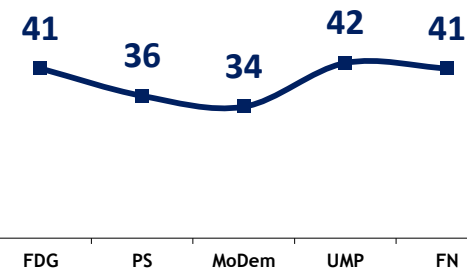
Les demandeurs d'emploi



Âge de la personne interrogée



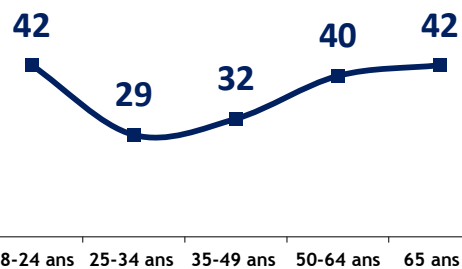
Proximité politique



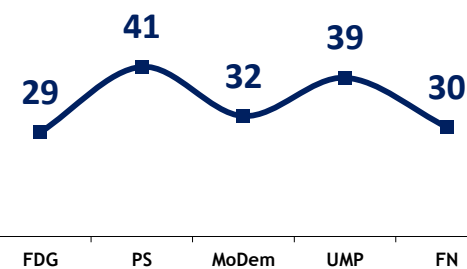
Les jeunes sans qualification



Âge de la personne interrogée



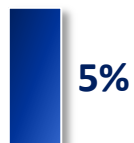
Proximité politique



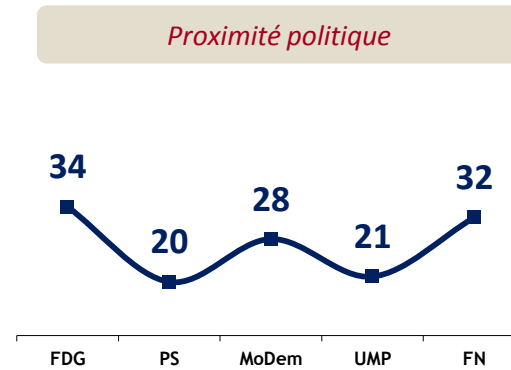
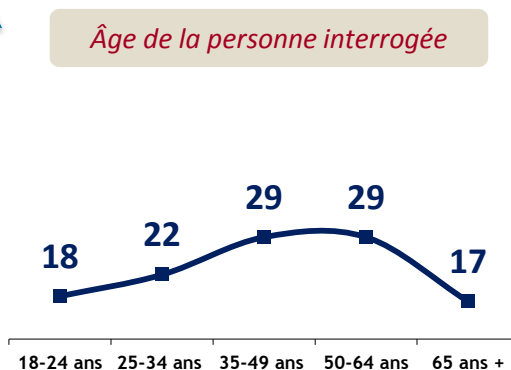
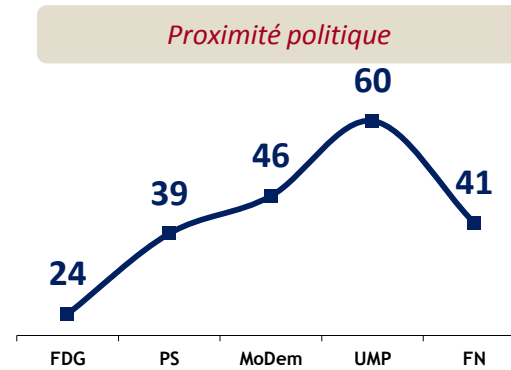
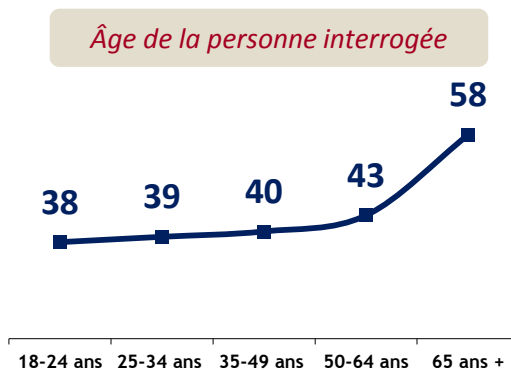
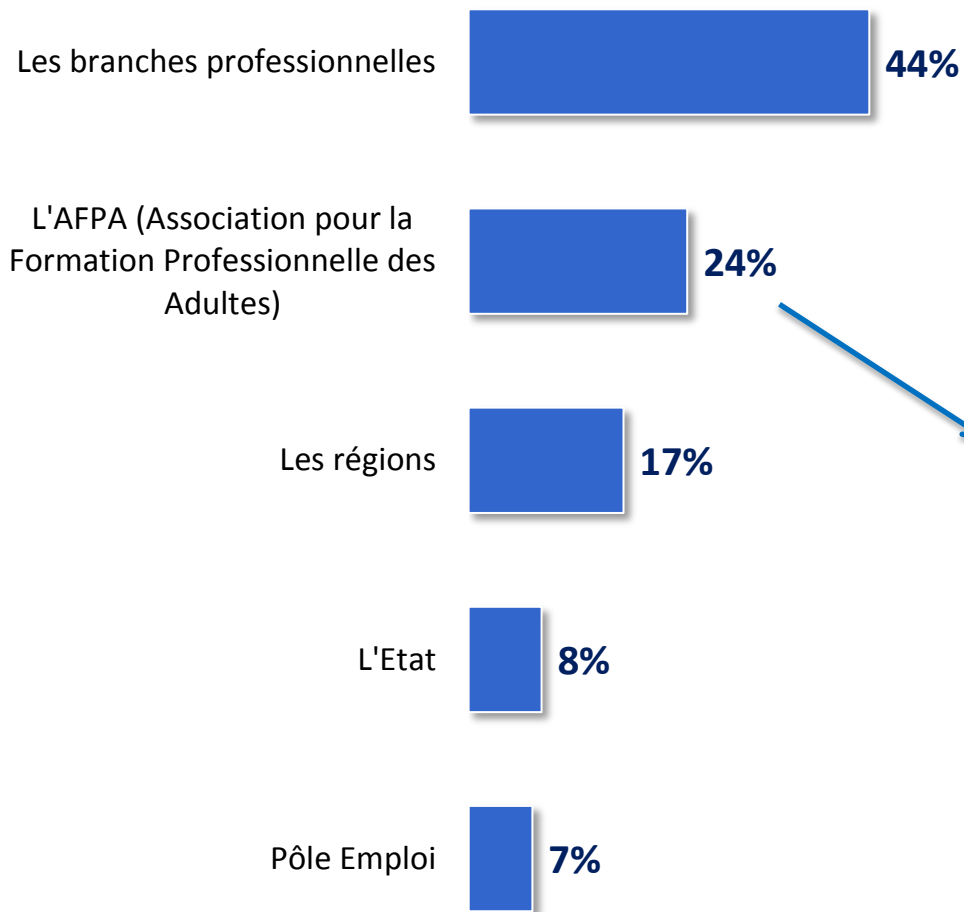
Les salariés les plus faiblement qualifiés



Les salariés de plus de 50 ans



**Question :** Parmi les suivants, à quel acteur faites-vous le plus confiance pour piloter la politique de formation professionnelle ?



Alors que le gouvernement prépare pour la fin de l'année une loi sur la formation professionnelle, visant à créer pour chaque salarié un compte de formation et à mieux former les demandeurs d'emploi, l'Ifop a mené pour Acteurs Publics une enquête visant à connaître les représentations des Français sur cette thématique.

Le jugement globalement porté sur l'efficacité de la politique de formation professionnelle en France apparaît tout d'abord particulièrement sévère. Ainsi, seuls 24% des personnes interrogées estiment que l'argent qui y est annuellement consacré l'est de manière efficace, 76% pensant l'inverse. Ce taux, très bas, est minoritaire dans toutes les catégories de la population. Les plus jeunes (36% des moins de 35 ans) et les proches de la gauche (34%) ou du Parti Socialiste (36%) apparaissant comme les moins critiques. On relève que le regard le plus dur est porté par les ouvriers (17% seulement).

Au regard de mesures faites par l'Ifop quant à l'efficacité des politiques publiques dans d'autres domaines (logement, défense, etc.), la politique professionnelle souffre d'un discrédit particulièrement important.

Autre élément de contestation de la politique de formation professionnelle, une large majorité des Français interviewés (79%) considère que les dispositifs existants ne répondent pas aux besoins du marché du travail. Une fois encore, les plus jeunes se montrent relativement plus cléments (33% soulignent la pertinence de la politique de formation professionnelle, contre 21% en moyenne), de même que les proches de la gauche (33%) et les sympathisants socialistes (38%).

Invités à désigner les publics qui devraient prioritairement bénéficier de la politique de formation professionnelle en France, les personnes interrogées mettent en avant deux catégories qui correspondent à celles visées par les réformes envisagées par le gouvernement : 39% citent les demandeurs d'emploi et 37% les jeunes sans qualification. Les salariés les moins qualifiés (19%) ou encore ceux de plus de 50 ans (5%) sont considérés comme des publics moins prioritaires. De manière très claire, il apparaît que le grand public considère la politique de formation professionnelle comme un outil devant être mis au service de l'emploi et de l'insertion sur le marché du travail des catégories aujourd'hui à l'écart, et non comme un outil de soutien aux personnes déjà salariées, même si elles souffrent d'une qualification insuffisante ou de difficultés à adapter leurs compétences. Sur ce sujet, on observe un très faible clivage générationnel et des différences relativement ténues selon la proximité politique des répondants.



En ce qui concerne la mise en œuvre de la politique de formation professionnelle, les Français sont assez unanimes pour considérer que les entreprises ou les acteurs associatifs sont davantage capables que les pouvoirs publics. Ainsi, lorsqu'ils sont amenés à désigner l'acteur le plus à même de piloter cette politique, 44% des interviewés citent les branches professionnelles, devant l'AFPA (24%). Les régions (17% de citations), pourtant actuellement dotées de prérogatives importantes en la matière, et plus encore l'Etat (8%) sont jugés moins aptes à mener la politique de formation professionnelle. Il est frappant de constater que Pôle Emploi (7% de mentions), en dépit de l'accent mis par les Français sur la contribution de la formation professionnelle à l'endiguement du chômage, arrive en dernière position des acteurs cités, signe d'un manque de confiance patent de l'opinion à l'égard de cet organisme. Dans le détail, on observe que ce sont surtout les proches de la droite qui mettent en avant l'efficacité potentielle de la gestion de cette politique de formation par les branches professionnelles (54% d'évocations), alors que les sympathisants de gauche, quand bien même ils privilégient eux aussi les acteurs privés ou les associations, font relativement plus confiance aux acteurs institutionnels (22% évoquent les régions et 12% l'Etat).

***Damien Philippot,***

***Directeur des Etudes Politiques***

***Département Opinion et Stratégies d'Entreprise - Ifop***